

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE Restriction temporaire de circulation et de stationnement

#### Le Maire de la commune de Génissac.

VU le Code de la route et notamment l'article R 225,

**VU** le Code de la route et notamment les articles L.325-1 et suivants, R.411-8, R.413-1, R.325-1 et suivants, R.417-1 et suivants, et R.417-9 à R.417-13,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212 à L 2213.5,

VU la loi nº 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 24 novembre 1967,

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par l'entreprise ALLEZ ÉNERGIES située 8 chemin de Napoléon 33440 AMBARES ET LAGRAVE, il convient de prendre des mesures réglementant la circulation et le stationnement aux abords du chantier pendant la durée des travaux afin d'assurer la sécurité des usagers de l'espace public.

### ARRÊTE

#### Article 1 - Autorisation

À compter du 20/10/2025 et pour une durée de 10 jours calendaires, l'entreprise ALLEZ ÉNERGIES est autorisée à réaliser des travaux de pose de câble en tranchée sous trottoir et de pose d'une armoire électrique

### Rue de Majesté.

### Article 2 - Circulation

À compter du 20/10/2025 et pendant 10 jours calendaires, la circulation des piétons sera interdite au droit des travaux.

Un balisage chantier temporaire aux abords du chantier sera mis en place par le demandeur.

Le chantier devra être levé les jours de travaux aux horaires suivants : de 18 h 00 à 8 h 30.

L'accès aux services de secours et aux forces de l'ordre devra être possible pendant toute la durée du chantier.

Publié le : 19/11/2025 12:00 (Europe/Paris)

Collectivité : Génissac

https://www.mairie-genissac.fr/documents\_administratifs/44696

Nº 2025-70

### Article 3 - Stationnement

Le stationnement sera interdit au droit du chantier et de ses abords ainsi que sur le petit parking pour les véhicules légers et les poids lourds.

En application des articles R.325-1 et R.417-10 du Code de la Route, les véhicules ne respectant pas ces dispositions feront l'objet d'une mise en fourrière.

## Article 4 - Prescriptions techniques particulières

La société exécutant les travaux ci-dessus mentionnés aura la charge de la signalisation temporaire relative à la réalisation de son chantier ainsi qu'aux restrictions de circulation afférentes, de jour comme de nuit.

Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière sera conforme aux dispositions en vigueur, et notamment à celles édictées par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Elle sera également responsable des accidents de toute nature pouvant résulter de la réalisation de ses travaux.

<u>Article 5</u> - La société exécutant les travaux peut demander un état des lieux ; à défaut, le trottoir et la chaussée au droit de l'installation sont réputés être en parfait état. Dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra réparer tout dommage éventuel causé et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état, dans un délai de 15 jours. En cas de non-respect de cette clause, la réfection du domaine public sera exécutée par la commune aux frais de la société.

<u>Article 6</u> - Le présent arrêté sera publié et affiché aux abords du chantier au moins 48 heures à l'avance par la société en charge des travaux.

<u>Article 7</u> - Madame le Maire est chargée de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

## Article 8 - Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le responsable du Centre Routier Départemental du Libournais,
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Grézillac,
- Monsieur le Président de la CALI,
- Monsieur le Commandant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Madame la Directrice générale des services du SEMOCTOM,
- Le pétitionnaire.

Fait à Génissac, le 08/10/2025

Par délégation du Maire

L'Actiont délégué à la Voirie,

Pascal LEU

Certifié EXÉCUTOIRE



Publié le : 19/11/2025 12:00 (Europe/Paris)